

## **Sophie PONTHEUX**

Je n'ai pas de question mais j'ai une réaction à propos de cet écart de salaire qui est complètement disproportionné par rapport à ce que l'on peut observer dans la plupart des pays de l'Union européenne, la France n'étant pas un des pays où l'écart des salaires horaires est le plus faible. Effectivement, je pense qu'il y a peut-être moins de place dans un pays comme la France où il y a une attention assez forte, il y a de nombreuses lois pour promouvoir l'égalité, et au moins sur le papier, « à travail égal, salaire égal », c'est quelque chose qui est véritablement effectif en France. Le problème ce n'est pas l'inégalité à travail égal, c'est le fait que les femmes et les hommes n'arrivent pas aux mêmes emplois, et c'est là la grosse inégalité. Dans un emploi donné, toute chose égale par ailleurs, on ne va pas observer d'écart de salaire et je pense aussi, comme le disait ma voisine, Mme Osawa, l'existence et le niveau du salaire minimum compte beaucoup pour la correction des inégalités, que ce soit d'ailleurs entre les femmes et les hommes ou que ce soit entre les hommes eux-mêmes ou entre les femmes elles-mêmes. Le salaire minimum, comme son nom l'indique, empêche un salaire de descendre en dessous d'un certain niveau. Si le salaire minimum est fixé à un niveau correct par rapport à l'ensemble des salaires, évidemment plus ça diminue les inégalités. Plus les inégalités de salaires sont fortes en général, plus elles vont être fortes entre les femmes et les hommes. C'est une vérité qu'on observe dans à peu près tous les pays. Cet écart de 30% au niveau des salaires horaires est véritablement un record.

## **Une culture de rue alternative**

### **Satoko NAKAJIMA**

Oui, je crois bien que c'est un record. Mme Ichimura, auriez-vous une question à poser à Mme Simon ? Comment avez-vous réagit à sa description de la situation en France ? Auriez une question à adresser soit à Mme Simon, soit à Mme Ponthieux ?

### **Misako ICHIMURA**

Pour moi, j'avais une certaine image de la France, j'ai vu déjà des films portant sur les SDF en France. J'ai regardé les films d'Agnès Varda, avec par exemple « Les Glaneuses », ça m'a beaucoup frappé car j'ai constaté une véritable culture chez les pauvres français, ses films m'ont beaucoup plu, et j'étais donc très heureuse de pouvoir rencontrer ces représentantes de la France.

Il y a de plus un dispositif de prise en charge qui est solide, beaucoup d'efforts remarquables, des choses qui m'apparaissent véritablement comme pionnières, et ce qui me frappe, c'est que quand on parle de pauvreté, il faut parler bien sûr de travail, d'emploi, travailler comme un homme dans les mêmes conditions, je vois que c'est toujours désavantageux pour les femmes, en particulier les femmes japonaises, qui travaillent, qui s'échinent comme des bêtes de

somme : quand on a un travail, on est très occupé, on risque la mort par excès de travail, on vous impose des responsabilités trop lourdes... Il n'y a vraiment pas de choses qui vous donnent envie de travailler. Plus on parle de travail, plus on est dégoûté de ce monde du travail. Moi-même, j'avais un revenu toujours faible, un peu comme une « *working-poor* », mais si on a un revenu si faible, à peine digne de la protection sociale, moi l'idée que j'ai eu, c'est de devenir SDF et de profiter des restes, des choses que les gens jettent. Travailler comme un homme, ça nous demande de consommer, de produire au même niveau. Or, il y a tellement de choses en excès que je me suis dit que les SDF pouvaient vivre entre eux, fonder leur communauté. Ils ont des vêtements tout à fait décents, ils peuvent manger correctement, et je crois que c'est une chose riche de possibilités.

On parle beaucoup des problèmes alimentaires. J'ai l'impression qu'il y a beaucoup de nourriture qui n'est pas consommée, il faut plutôt d'abord réfléchir sur comment utiliser cette nourriture au lieu de la jeter. Et s'il vous manque encore quelque chose, il faut commencer à produire. Mais j'ai l'impression qu'il faudrait changer la façon de réfléchir. Effectivement, les pensions pour la retraite ou l'assurance-maladie, c'est bien. Et il y a pas mal de femmes qui ne peuvent pas toucher les pensions pour la retraite. Il faudrait peut-être chercher une autre subvention, une autre allocation, et il y a des femmes qui doivent faire le tour des administrations. Il y a maintenant plusieurs formes de culture mais c'est la structure sociale qui est en retard par rapport à la diversité des formes de vie. C'est effectivement la structure de la société qui détermine les formes de vie. En même temps, ce n'est plus la structure sociale qui détermine les formes de vie, il y a plus de multiculturalité, il y a plusieurs façons de vivre dans la société actuelle. Nous faisons des efforts, nous essayons de créer une nouvelle manière de vivre. Mais nous sommes bien ancrées dans la terre pour vivre. Les gouvernements ou les ONG ou la société civile doivent apprendre à ceux qui vivent de cette façon là, de façon totalement indépendante, et il ne faudrait pas renier les pauvres, renier la pauvreté. Même si l'on est pauvre, on peut avoir une vie riche par d'autres manières, même si on est pauvre au plan monétaire, on peut vivre de façon pleine et libre et cela pourrait représenter le modèle d'une vie meilleure.

### **Satoko NAKAJIMA**

J'aimerais que vous réagissiez à ce qu'a dit Mme Ichimura, Mme Simon, Mme Ponthieux, est-ce que vous vous voudriez réagir ?

### **Catherine SIMON**

Je trouve tout à fait formidable ce qu'elle dit, ce qu'elle propose, et les initiatives qu'elle offre. Je pense qu'elle devrait venir en France pour parler de son expérience qui, pour le coup, est particulièrement novatrice. Je ne suis pas dans le « cocorico » français ; il faut reconnaître ce qu'il y a de bien en France mais je vois aussi là ce qu'il y a de formidable au Japon, en

l'occurrence cette expérience qui nous est racontée. Notamment, j'ai noté ce « café des pauvres » et ce que vous disiez, tous et toutes, sur la nécessité de rendre visible la pauvreté. Effectivement, c'est très important, peut-être parce que je suis journaliste, et quand on est journaliste, on donne une image de la société. C'est cela le principal travail de journaliste, on donne de l'information, mais cette information, c'est aussi une image, une vision de la société.

Et je dirai à Agnès Varda qu'il y a une femme, au Japon, qui a vu son film « Les Glaneuses. » Et c'est vrai que j'aurais pu citer le film « Sans toit ni loi », avec Sandrine Bonnaire, qui est plus ancien. Il y en a eu plein d'autres fait par Varda, elle aborde assez souvent ce problème de précarité, de pauvreté. L'observation qui vient aussi, c'est la difficulté d'établir des frontières très nettes – au niveau des statistiques, on y arrive peut-être, mais dans la vie, c'est moins facile ; par exemple, là on parle de statistiques pour les gens qui travaillent. Or, il se trouve qu'en France, il y a des gens qui travaillent mais qui n'ont pas de salaire déclaré, ils travaillent ce qu'on appelle « au noir », et c'est important en France. Ils ne sont pas dans les statistiques, ces gens-là. Or, ils existent et on les voit, dans la rue ou des femmes de ménage au noir. Quand les nouveaux locaux du journal Le Monde où je travaille ont été construits, on a nous-mêmes, nous, journalistes, fait un petit article sur certains ouvriers du chantier de construction qui travaillaient au noir. Et on a dénoncé – ça a été difficile mais finalement, l'histoire s'est réglée de manière honorable pour tout le monde. C'est quelque chose de très courant en France. En fait, en venant au Japon, j'ai eu le temps de rencontrer des femmes à la rue et elles travaillent. Je les ai vues, ce sont des femmes formidables, magnifiques. Je crois que cette notion de travail mérite réflexion. On parlait tout à l'heure du travail domestique, il n'est pas payé non plus. C'est bien du travail. D'ailleurs, la preuve c'est que les hommes ne le font pas. C'est un travail qui n'est pas très intéressant à faire, il n'est même pas payé.

Toutes ces réflexions là me viennent en même temps et je suis ravie de découvrir la vivacité, cette société malgré ses parts d'ombre et de lumière, ses tabous qui demandent réflexion. Je suis vraiment ravie de découvrir le Japon à l'occasion de ce colloque et je vous en remercie.

## **Sans abri et genre**

### **Satoko NAKAJIMA**

Merci. Monsieur Malinas a des questions à adresser à nos conférencières. Monsieur Malinas ne s'occupe pas forcément des questions des rapports de sexe mais s'intéresse aux plus pauvres dans la société japonaise et dans la société française..

### **David-Antoine MALINAS**

Dans ce panel composé de femmes, je suis, une fois n'est pas coutume, un peu un représentant de la minorité et c'est une expérience nouvelle pour moi. Plus sérieusement, j'ai trouvé que cette journée était très particulière parce qu'on ne parlait pas seulement des inégalités

hommes-femmes, mais qu'on pensait, aujourd'hui, la question de la pauvreté. Sur mon terrain, quand je rencontre les très pauvres que sont les sans-abri, il y a très peu de femmes, et ça m'amène à des questions qui pourront paraître peut-être polémiques, mais que j'aimerais poser. Quand on passe de la question des inégalités à celle de la pauvreté, est-ce qu'il n'y a pas un effet inverse d'appartenir à un genre, d'être un homme ou une femme ? Je pense notamment au Japon, où il y a un très faible État-providence, mais qui est assez bien développé pour que les femmes qui sont dans une situation de très grande précarité ne puissent pas rester longtemps à la rue, et puissent accéder à des centres d'hébergements ou bien à des aides publiques. En revanche, pour les hommes, que l'on considère comme devant être autonomes, être capable de subvenir à leurs besoins, il y a des phénomènes de discrimination assez forts. Je voulais poser un peu la question pour voir ce que ça pouvait donner, alors qu'aujourd'hui, on a une extension de la pauvreté pas seulement dans les marges, mais aussi vers la classe moyenne, vers des populations qui n'étaient pas considérées comme pauvres. Merci.

### **Catherine SIMON**

J'aurais peut-être un éclairage à donner là-dessus. J'ai fait récemment un reportage dans un centre d'hébergement d'urgence pour les femmes qui étaient à la rue (en fait l'association en question, c'était Emmaüs). La France dissocie les femmes seules des femmes avec des enfants. Et là en l'occurrence, le centre d'hébergement où j'étais n'accueillait que des femmes avec enfants, avec éventuellement un compagnon ou un mari, mais c'était relativement secondaire. L'important, c'était les enfants. Une femme avec enfants était accueillie, une femme sans enfant était rejetée. Il y a non seulement des discriminations contre les femmes, puisqu'un homme avait une chance d'être hébergé s'il venait avec des enfants, mais même entre femmes, il y avait des différences, des discriminations selon si l'on avait ou non un enfant. Dans le reportage que j'ai fait, une des dames qui travaillait dans le centre avait été agressée, d'ailleurs assez violemment, par une jeune femme qui était SDF, qui avait un compagnon avec qui elle avait eu un enfant qu'elle l'avait perdu dans des conditions dramatiques. Elle avait perdu son enfant. Cette jeune femme qui s'est présentée au centre d'Emmaüs avec son compagnon avait déjà été dans ce centre d'Emmaüs avec l'enfant, mais n'ayant plus d'enfant, on lui a dit non. Elle a eu une réaction extrêmement violente, elle ne comprenait pas. Là, vous avez raison.

En même temps, une femme à la rue, que ce soit au Japon ou en France, risque d'être agressée sexuellement, d'être violée ; la vulnérabilité des femmes est évidemment beaucoup plus grande que pour les hommes. Donc cette discrimination entre guillemet peut se comprendre. Un homme a plus de chance de ne pas se faire violer, une femme a beaucoup plus de risques et a besoin de protection. Quand il y a en plus des enfants, il se trouve qu'il y a aussi un partage des tâches, c'est pour ça que les hommes SDF s'occupent moins de leurs enfants que les mères. C'est un peu un débat sans fin, c'est un effet pervers des balancements et jeux de dominos. C'est pour cela que je ne parlerais quand même pas de discrimination contre les hommes. Il

faut donner tout le tableau et ici tout le tableau, quand on est une femme dans les rues à Paris, on a des risques différents, de même que les femmes dans la guerre. Le viol est une constante, c'est vrai à travers toute la planète. Là, il y a vraiment des différences de genre pour les femmes, qui sont pour moi évidentes. La discrimination, je ne pense pas que j'emploierais ce terme.

## **Pauvreté de longue durée, remèdes inefficaces – le cas de la France**

### **Sophie PONTHEUX**

J'ajouterais bien que les réserves de Catherine sur le terme de discrimination est tout à fait approprié parce que – je ne suis pas une spécialiste de la grande pauvreté mais – il y a en France un système existant d'aides aux sans domicile qui a été très longtemps tourné vers les jeunes, parce que pendant très longtemps ce sont les jeunes qui se sont retrouvés dans la rue. Les structures d'accueil pour les femmes sont extrêmement minoritaires, privilégient les femmes qui ont des enfants. Donc ce sont des structures qui sont tournées d'abord vers l'accueil des enfants, et comme les enfants sont avec des femmes, elles concernent les femmes. L'image traditionnelle du clochard en France, c'est quand même un homme. La présence des femmes dans la rue est d'abord plus récente, ensuite elle est moins visible parce que – les travaux de Véronique Mougin ou de Sylvie Célérier, par exemple, le montrent : les femmes dans la rue ne veulent pas apparaître comme des femmes à la rue. Elles vont être sur un banc, mais elles vont être maquillées, habillées correctement. ... C'est seulement à partir d'un certain temps dans la rue que les femmes commencent à se dégrader vraiment, qu'elles vont être gagnées par l'alcoolisme, la drogue... Il y a un autre problème qui est différent, c'est celui des personnes qui sont dans la rue. Déjà je pense qu'on n'est plus tout à fait dans les mêmes questions de pauvreté, de précarité ; la rue, c'est quelque chose de très particulier. Il y a une nouveauté dans la rue, c'est les jeunes, très jeunes. C'est une population assez particulière. Ces garçons ne courent pas les mêmes dangers, mais par contre, recourent très peu aux solutions d'hébergement. D'ailleurs en général, les personnes qui sont à la rue en France sont extrêmement réticentes aux modes d'hébergement qui leur sont proposés, qui sont très contraignants, extrêmement fatigants parce que les gens ne peuvent pas laisser un bagage. Ils sont obligés de partir à cinq heures ou six heures du matin, les centres sont fermés dans la journée, ils sont obligés de partir avec leurs bagages et tous les jours recommencer la recherche d'un hébergement pour la nuit. C'est donc une vie réellement épuisante. Ils dénoncent aussi la promiscuité dans les lieux d'hébergement, la violence qui y règne, le fait, que certains ne peuvent pas y venir avec leur animal – souvent les personnes à la rue ont un chien. Régulièrement, on voit dans les journaux des personnes qui s'étonnent : « comment se fait-il que ces gens refusent d'aller dans les hébergements ? », la question revient tous les hivers. Tous les hivers, ça recommence, avec les mêmes indignations et la question « est-ce qu'il faut les

obliger, est-ce qu'il faut les emmener de force dans les hébergements ? ». Et le problème de fond reste « quel type d'hébergement on offre » et « pourquoi les gens préfèrent parfois rester dans la rue à crever de froid plutôt que d'aller dans les hébergements ? »

### **Catherine SIMON**

Je pense que vous avez tout à fait raison. Mais cet hiver 2008-2009, pour la première fois en France, dans les journaux, on a dit ouvertement que ces centres d'hébergement sont épouvantables. Les reportages sur ces centres d'hébergement, ça fait longtemps qu'on les fait. C'est épouvantable : la promiscuité, les violences, la saleté, le fait qu'on ne peut pas effectivement laisser son bagage etc...Mais c'est la première fois cet hiver que j'ai entendu cela. Dans un tout autre contexte, quand il y avait la guerre en Yougoslavie, il y a beaucoup d'articles qui ont été faits sur les massacres. Et je ne sais pas pourquoi mais, un jour, on l'a entendu. On l'a entendu, ça s'est appelé Sebrenica, et on a commencé à dire que c'était épouvantable. Et pendant des mois et des mois, la presse avait fait des reportages, parfois d'ailleurs on avait du mal, on se disait « mais ça n'intéresse personne. » Il se trouve que là, peut-être qu'en France, quelque chose se passe, qu'il y a une écoute un peu plus vigilante qui fait qu'à la fois, on entend cette voix des sans-logis disant « ces centres sont trop épouvantables, on ne veut pas y aller » mais aussi sa contrepartie, parce que c'est aussi la première fois que j'entends de manière aussi ferme et forte « c'est gens-là, il faut les obliger. » Maintenant, il y a un débat, c'est un peu nouveau en France.

Je reviendrais au Japon avec une question en partant de la France : parfois en faisant des reportages, je me suis rendu compte que les gens restent à la rue beaucoup plus longtemps qu'avant, notamment les femmes. Je me suis rendu compte dans le centre d'hébergement que les années précédentes, les femmes restaient hébergées – je dis n'importe quoi – une semaine, trois semaines, six semaines, mais maintenant, c'est des durées beaucoup plus longues parce qu'elles s'enfoncent dans le phénomène de chômage de longue durée, la pauvreté de très longue durée. Et la question qui se pose aussi, c'est qu'est ce qu'on donne comme soins médicaux à ces populations. On entre aussi dans une ère où la pauvreté devient structurelle, elle s'installe dans nos sociétés. C'est fini l'époque où l'on disait précaires, d'ailleurs on n'emploie plus ce terme de précaires. C'est fini maintenant, les pauvres sont pauvres. À Paris quand ils plantent leurs tentes on enlève les tentes, on ne veut plus les voir. Mais alors qu'on ne veut plus les voir, ils sont là pour longtemps, c'est le paradoxe. En France, on n'a pas encore de solution, c'est des questions qui se posent, notamment vous saurez sans doute mieux le dire mais les taux de mortalité, c'est à dire quand on est pauvre dans la rue, on meurt plus jeune, on est plus souvent malade. Il y a des questions et des particularités, on n'a pas de vie sexuelle ou bien c'est compliqué. Il y a des choses qui se passent et qui ne se faisaient pas avant.

J'aimerais savoir quant au Japon, je ne sais pas si les études le disent ou s'il y a des reportages, mais sur le fait que les pauvres maintenant s'installent dans la pauvreté, dans ce cas là, comment est-ce que la société réagit, notamment je pense aux femmes qui résistent.

## **La pauvreté cachée au Japon – Femmes et les enfants pauvres**

### **Satoko NAKAJIMA**

Madame Osawa, est-ce que vous voulez répondre à la question de Mme Simon : quelle est la réaction de la société civile japonaise face à la pauvreté ?

### **Mari OSAWA**

Il y a eu effectivement une place croissante de ces problèmes de pauvreté dans les médias, il y a donc une prise de conscience qui s'est faite progressivement, les gens ont compris que c'était un problème, mais le problème au Japon, c'est toujours le gouvernement. Le gouvernement japonais n'a pas reconnu que le Japon avait l'un des pires taux de pauvreté parmi les pays de l'OCDE. Il y a eu une question à la Diète en 2007, le secrétaire général du parti communiste, M. Shii, a interrogé le Premier ministre de l'époque, M. Abe, qui a dit « les organismes étrangers ne savent pas très bien s'y retrouver dans les statistiques du Japon. Les statistiques de l'OCDE ne sont guère fiables. » Voici ce qu'a répondu le Premier ministre de l'époque. Le Ministère du Travail et de la Santé dit aussi que la pauvreté au Japon n'existe pas.

Les chercheurs ont beaucoup de difficultés à accéder aux statistiques officielles et il faut d'abord présenter un dossier, on doit dire d'abord pourquoi on veut ces statistiques ; et quand vous notez dans le dossier « je veux étudier la pauvreté », l'État refuse de mettre à votre disposition les statistiques. Il va y avoir un nouveau texte de loi sur les statistiques qui va entrer en vigueur en avril prochain, on aura peut-être un accès facilité à ces statistiques publiques.

Ce que je voudrais dire aussi en conclusion, c'est qu'on peut vivre de façon enrichissante sans avoir de l'argent, on peut être en haillons et arborer en son âme des tenues splendides, d'accord, on le dit souvent. Et même si on est pauvre, il y a une notion relative de pauvreté. Cela veut dire qu'on est en fait en dessous du revenu médian de la société, c'est une norme de l'OCDE, c'est une notion qui est relative. Pour l'Union européenne, c'est 60% et d'ailleurs, si le revenu médian est assez important, la pauvreté n'est pas si grave que cela, c'est ce que l'on dit souvent. Mais quand on regarde la norme japonaise, c'est à dire le droit à avoir l'aide sociale, c'est pratiquement les mêmes résultats qu'on a. Il faudrait donc que l'État se rende compte que le seuil de pauvreté qu'il a fixé correspond tout à fait à ces normes en vigueur pour définir le taux de pauvreté.

Et puis, même si les revenus sont faibles, il y a des gens qui arrivent à s'en tirer, à satisfaire les nécessités les plus pressantes, oui, mais c'est en fait un état de privation relative. On peut faire des études comme cela, c'est une méthode qui est retenue pour des enquêtes. Mais quand on a

accès à des revenus faibles, la privation devient de plus en plus grave et elle atteint de plus en plus de domaines de l'existence. En particulier la question des enfants : est-ce qu'on est capable de vivre correctement, de façon décente, de quoi a-t-on besoin au minimum pour pouvoir continuer à mener une existence décente pour les enfants ? Il y a un certain nombre de choses qui sont indispensables. En fait, les enfants demandent beaucoup moins de choses qu'en Angleterre. Par exemple un petit cadeau d'anniversaire ou une fête d'anniversaire, c'est quelque chose d'indispensable pour les pays occidentaux ; par contre les enfants japonais ne réclament pas de fête pour leur anniversaire. Ce qui est vraiment indispensable, c'est voir des amis, aller dans la famille, c'est un nombre de rubriques citées par les enfants japonais comme étant indispensables qui est vraiment très réduit. Mais même si ces demandes sont modestes, les parents n'ont pas toujours assez d'argent. Il y a de plus en plus d'enfants qui énumèrent des demandes qui sont relativement faibles mais que les parents ne peuvent pas satisfaire. Ainsi cette faiblesse des revenus est quelque chose qui montre que les enfants sont privés d'un certain nombre de choses dont ils auraient besoin.

### **Satoko NAKAJIMA**

Nous avons déjà dépassé l'heure qui était prévue pour terminer cette rencontre, je vais peut-être faire un tour de table pour que chacun, vous puissiez nous parler des perspectives d'avenir car la pauvreté est quelque chose qui n'est pas nouveau. C'est simplement qu'aujourd'hui, il y a une prise de conscience, la pauvreté est devenue quelque chose de structurellement présent dans nos mentalités. Nous devons donc dans la perspective de l'égalité entre les sexes, nous pencher sur la question de la pauvreté, c'était l'objet qui nous a réunis aujourd'hui. Cette pauvreté devient structurelle et cela veut dire un appauvrissement des femmes. Quelles sont les perspectives, quelles sont les questions face à cette pauvreté des femmes qui est de plus en plus structurelle ? « Réponses de la société face à la pauvreté des femmes », c'était l'intitulé de notre colloque, et je voudrais donc vous donner la parole sur ce thème. Mme Ponthieux, vous voulez bien commencer ?

### **Sophie PONTHEUX**

Cette question de la pauvreté des femmes devient de plus en plus structurelle, je ne suis pas certaine d'être complètement d'accord. En fait, je pense que la pauvreté des femmes est de plus en plus pas visible mais enfin manifeste, essentiellement – en tout cas en France – du fait des changements de la composition familiale. C'est à dire que c'est le fait que les femmes soient de plus en plus souvent seules. Peu importe les raisons, que ce soit une séparation ou autre, mais si les femmes vivent de plus en plus souvent seules, leur pauvreté apparaît de plus en plus en tant que telle. Et quand on parle de « féminisation de la pauvreté », c'est essentiellement ce phénomène d'éclatement des familles et des ménages qui est, à mon avis, derrière ce qu'on appelle dans les pays européens, la « féminisation de la pauvreté ».

Qu'est-ce qu'on peut opposer à cette montée de la pauvreté chez les femmes ? Clairement, c'est l'emploi. L'emploi n'est pas une garantie contre la pauvreté, la preuve, il y a des travailleurs pauvres. Mais il n'empêche que, quels que soient les pays, les personnes qui ont un emploi sont en moyenne moins pauvres que les personnes qui n'en ont pas, c'est absolument indéniable.

L'autre phénomène qui a changé au cours des vingt, trente dernières années, c'est que traditionnellement, les pauvres se recrutaient essentiellement chez les personnes âgées. Ce qui a changé, c'est qu'avec la croissance, le fait que les gens ont touché des pensions, le développement d'une sécurité sociale, la pauvreté est devenue moins fréquente chez les personnes âgées et, à l'inverse, plus fréquente chez les personnes d'âge actif. C'est un peu la toile de fond.

Mais très clairement, autant en ce qui concerne les inégalités entre les femmes et les hommes que la précarité plus grande des femmes, des risques de pauvreté, les cheminements vers la pauvreté ne sont pas les mêmes pour les femmes et pour les hommes : d'un côté, c'est généralement la perte de l'emploi, de l'autre c'est massivement le risque familial et la séparation. Une femme qui ne travaille pas ou qui supporte un emploi, un très petit temps partiel partagé avec son conjoint qui apporte un autre revenu, qui du jour au lendemain se retrouve sans conjoint, pour une raison ou pour une autre, va se retrouver dans la pauvreté. Donc l'emploi comme garde-fou, comme protection, et pas forcément uniquement à court terme, parce que l'emploi est quelque chose qui permet d'avoir une retraite quand on atteint un âge avancé. Pour les femmes qui ne travaillent pas, l'inégalité en matière de retraite en France est bien plus grande que l'inégalité en matière de salaire. Donc assurer l'insertion à l'emploi, mais avec des conditions qui permettent aux femmes de prendre des emplois rémunérateurs, c'est à dire avec des systèmes de garde des enfants notamment qui leur permettent de ne pas avoir à choisir entre s'occuper de leur enfant et travailler. Merci.

### **Mari OSAWA**

Je crois que j'ai presque tout dit ce que j'avais à dire. J'avais d'ailleurs dans ma communication une partie sur les perspectives à mener. Je voudrais revenir sur les foyers monoparentaux : j'ai dit que ces mères seules qui travaillaient avaient un taux de pauvreté important. Ces femmes seules travaillent pour 85% d'entre elles, c'est donc un taux particulièrement élevé quand on compare aux autres pays. Mme Ponthieux a parlé de la pauvreté des foyers monoparentaux, parce que les femmes n'arrivent pas à travailler, et bien au Japon, c'est précisément le contraire. Il faut faire quelque chose. Or, plutôt que des mesures ciblées sur les foyers monoparentaux, il faudrait des mesures plus importantes, plus radicales, sur la fiscalité par exemple.

## **Misako ICHIMURA**

Dans mon entourage, il y a beaucoup de gens qui n'ont pas beaucoup d'argent, des femmes pauvres. Mais ces gens que je peux voir dans mon entourage n'ont jamais eu tellement d'argent. C'est une situation qui pour eux n'est pas nouvelle, elle dure depuis vingt ans, depuis trente ans, et même si la société change, je crois que les femmes ont toujours été pauvres dans la société japonaise, et c'est cela, d'ailleurs, le problème. Ces gens ne sont pas pauvres du jour au lendemain, ça peut arriver dans certains cas, mais les gens que je peux voir, ce n'est pas leur cas. Ce sont des gens qui ont toujours été pauvres, dès leurs premiers jours, dès leur naissance. Ces gens ont bénéficié de protection sociale, on a dit qu'on allait les guider vers l'autonomie, on leur a donné de grands coups de pieds dans le derrière, mais finalement, ils reviennent toujours à la case départ où ils retrouvent la pauvreté qui a toujours été la leur. Il y a évidemment des moments où la conjoncture est plus ou moins bonne. Parmi les SDF, c'est une grande majorité d'hommes et beaucoup moins de femmes. Et même si les femmes veulent essayer de travailler autant que les hommes, elles vont se retrouver dans une situation aussi difficile qu'eux, le nombre des sans-abri et de décès dus à un excès de travail augmentant également chez les femmes. Sans-abri, les femmes sont victimes de violences et d'exclusions, ce qui est parfaitement condamnable puisque, qu'elle soit ou non sans abri, toute personne a droit au respect. Le monde change mais il y a toujours de la pauvreté, d'où l'importance de ne pas s'en remettre à quelque administrateur, mais bien plutôt de s'attacher à tisser des liens de confiance, en toute sécurité, pour donner aux femmes dans la rue un supplément de vie et rendre possible l'éclosion de cette culture alternative de la pauvreté.

## **Satoko NAKAJIMA**

Enfin, je me tourne vers Catherine Simon.

## **Catherine SIMON**

Comme j'ai déjà eu longuement la parole, j'ajouterais seulement un mot, à propos du rôle des médias. Les médias, les journalistes, tous ceux qui contribuent à faire le monde doivent faire montre d'une plus forte détermination, ne jamais abandonner à leur détresse les plus démunis, en particulier les femmes pauvres, s'efforcer sans arrêt de dévoiler ces souffrances.

## **Satoko NAKAJIMA**

Merci beaucoup à toutes et à tous. Je tiens à remercier les panélistes pour l'ensemble de leurs interventions très stimulantes, les questions posées lors de cette table ronde ayant je crois permis de beaucoup approfondir notre propos. Comme nous avons largement dépassé le temps imparti, je ne pourrai pas vous présenter de synthèse. Merci encore aux panélistes pour la sincérité de leurs interventions. Je tiens également à remercier les traducteurs et les traductrices, ainsi que tous les auditeurs. Nous pouvons clore ainsi cette table ronde.